

Saint Gratien le 29 mai 2012

Isabelle Volat
Candidate du Front de Gauche
6^èe circonscription du Val d'Oise

Section départementale du SNES

Bonjour,

Vous m'interrogez sur la politique en matière d'éducation que je défends comme candidate aux élections législatives de juin 2012 dans la 6^èe circonscription du Val d'Oise, et plus particulièrement sur plusieurs thèmes concernant les personnels du second degré.

Le Front de Gauche de l'éducation a répondu de manière détaillée à vos différentes interrogations. Je ne reprendrai donc pas le détail de ce texte avec lequel je suis totalement en accord. Je me permets toutefois de vous faire parvenir deux documents diffusés au cours de ma campagne et qui illustrent mes orientations en matière d'éducation.

Enseignante, je suis particulièrement attachée non seulement à la défense, mais aussi au développement des services publics. Celui de l'éducation me tient particulièrement à coeur. Localement, dans le cadre de notre campagne électorale, nous avons organisé en avril 2012 une réunion publique avec un syndicaliste enseignant, un membre de RESF et le président de la FCPE 95 sur le thème de l'éducation car il nous apparaissait essentiel de traiter de ces questions. Une quarantaine de personnes ont assisté et contribué au débat lors de cette soirée.

Je vous communique ci-dessous l'information que nous avons largement diffusée à cette occasion dans les 8 villes qui composent la 6^èe circonscription. Je pense que ce document montre l'importance que nous accordons aux questions de l'école, qui à mon sens, n'ont pas fait suffisamment l'objet de débats durant cette période électorale.

Le deuxième texte paraîtra très prochainement sur mon blog, site qui se fait souvent l'écho des débats et des actions se déroulant au sein du service public de l'éducation.

<http://isabelle.volat.elunet.fr.elunet.fr>

Enfin, il me semble que le rôle d'un député est d'être à l'écoute et d'engager le dialogue avec les organisations syndicales. Les élus se doivent d'être au contact de la population, des syndicats, pour dialoguer et entendre leurs revendications, puis de porter jusqu'à l'Assemblée des textes visant à défendre mais aussi à développer notre système public de l'éducation. L'intervention des personnels, des usagers, la concertation, l'implication des citoyens dans la « vie de la cité » me semblent ici indispensables. C'est pourquoi, notamment sur les questions spécifiques portant sur les statuts des personnels, il est primordial pour moi d'écouter l'avis des premiers intéressés et experts dans ce domaine : les enseignants et leurs représentants syndicaux. C'est une pratique démocratique et participative à laquelle je tiens.

Bien à vous, Isabelle Volat

Annexes

Texte 1 ; invitation à l'assemblée du 10 avril 2012 à Sannois

Le Front de Gauche aime et défend les services publics !

« Les services publics, ce sont les biens de ceux qui n'ont plus rien. »

École, santé : deux services publics essentiels dans notre vie

Changer l'école !

L'éducation est devenue le second sujet de préoccupation des Français après le chômage.

Le service public de l'éducation a connu une régression brutale depuis 2007 : 80 000 suppressions de postes, disparition de la formation des enseignants, attaques contre l'école maternelle, dérégulation de la carte scolaire, mise en concurrence des établissements, destruction programmée des Rased... Cette politique tire vers le bas l'efficacité du système qui reproduit les inégalités de la société. L'ascenseur social est bloqué. Trop de jeunes sortent du système éducatif sans qualification. Ces « laissés-pour-compte » de la réussite scolaire sont vulnérables au chômage et aux exclusions. C'est là un défi pour notre système éducatif.

Le Front de Gauche propose de rompre radicalement avec ces orientations et avance un projet pour « l'école de l'égalité ». L'éducation n'est pas une marchandise mais un bien collectif au service de tous. Redonner des moyens à l'école publique, construire une culture commune ambitieuse, lutter contre les inégalités, assurer la gratuité réelle des études pour tous, réformer la formation des enseignants, abroger la loi

LRU concernant les universités ainsi que le pacte pour la recherche, allonger la scolarité de 3 à 18 ans, permettre une réelle participation des parents dans la vie de l'école : tout ceci est indispensable pour assurer à tous une formation de haut niveau et former des citoyens responsables.

Texte 2 ; principales propositions pour l'école ; à paraître sur mon blog

L'école est une des préoccupations majeures pour les habitants des communes de notre circonscription. Voici nos principales propositions dans ces domaines.

Dépenser pour l'école, c'est investir pour l'avenir.

Enseignante, je suis extrêmement sensible à la défense et au développement des services publics, constitutifs de notre modèle social républicain, indispensables pour lutter contre les inégalités et assurer la justice sociale. **Nous avons besoin de services publics modernisés, dotés de vrais moyens pour répondre aux besoins humains.**

Le service public de l'éducation me tient particulièrement à cœur et je pense que les questions de l'école méritent de faire l'objet d'un grand débat national.

Aujourd'hui, la politique scolaire menée rend notre école de plus en plus inégalitaire.

Nous constatons une profonde dégradation de notre service public de l'éducation. Les 80 000 suppressions de postes réalisées par les derniers gouvernements, la disparition de la formation des enseignants, les attaques contre l'école maternelle, la dérégulation de la carte scolaire, la mise en concurrence des établissements, la destruction des Rased... toute cette politique a profondément nui à l'efficacité du système.

15% d'élèves en difficulté, noyau dur de l'échec scolaire, sortent du système éducatif sans diplômes et sont condamnés à la précarité.

Avec un taux d'encadrement de 5 enseignants pour 100 élèves, la France se classe parmi les derniers des pays de l'OCDE. A la rentrée scolaire prochaine, 14 000 postes d'enseignants, dont 5 700 en primaire pourraient encore disparaître. Dans **les écoles maternelles et élémentaires** de notre département, il y aura 1408 élèves en plus et peut-être 28 postes en moins.

▪ Pour donner aux enseignants les moyens de faire un travail de qualité, mettre en place de nouveaux modes de fonctionnement, comme travailler en équipes ou avec plus d'enseignants que de classes, il importe de **stopper le non remplacement sur deux d'un fonctionnaire partant en retraite, de rétablir notamment les postes supprimés depuis 2007** et d'engager d'urgence un plan de créations d'emplois.

- Nous titulariserons aussi les **100 000 précaires** qu'emploie l'Éducation Nationale.
- Et comment faire avancer sur la voie de la réussite plus de 30 enfants de moins de 6 ans par classe, comme cela se passe dans nos communes, où les classes sont surchargées dès la petite section ?

L'école maternelle est un maillon essentiel de notre système éducatif. Nous devons y améliorer considérablement les conditions d'accueil des élèves, notamment en baissant de manière significative le nombre d'enfants par classe, qui est parmi l'un des plus élevés d'Europe.

- Il y a urgence à imposer une idée beaucoup plus ambitieuse pour l'école ! **L'éducation n'est pas une marchandise mais au contraire un bien collectif au service de tous.** C'est pourquoi je partage le projet du Front de Gauche de refonder le service public de l'éducation nationale et de promouvoir l'école de l'égalité.

L'échec scolaire n'est pas une fatalité. Retrouver le chemin d'une école de la réussite pour tous, c'est possible ! Et loin d'être une utopie, c'est une profonde nécessité dans un monde de plus en plus complexe.

Redonner des moyens à l'école publique, construire une culture commune ambitieuse, former des citoyens à l'esprit critique, lutter contre les inégalités, assurer la gratuité réelle des études pour tous, réformer la formation des enseignants, abroger la loi LRU concernant les universités, allonger la scolarité de 3 à 18 ans, permettre une réelle participation des parents dans la vie des établissements : si je suis élue, ce seront ces priorités que je défendrai pour l'école.